

Sainte-Soline et l'État assassin

Le samedi 25 mars à Sainte Soline a dévoilé une fois de plus la bestialité de l'État. La manifestation à l'appel des soulèvements de la terre, du collectif Bassines non merci et de la Confédération paysanne a été réprimée avec une brutalité rarement vue sous la 5^e République.

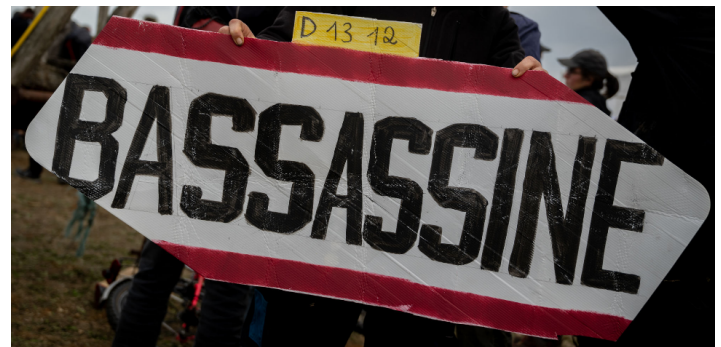
Le bilan est très lourd. Au moins 200 blessé·es parmi lesquel·les Serge dont le pronostic vital est engagé. Un autre manifestant vient de sortir du coma suite à un tir de LBD dans la trachée. Mais on compte aussi un·e éborgné·e, Une personne dont le pied a été sévèrement endommagé, au moins 2 personnes défigurées...

Ce massacre est dû à l'utilisation massive d'armes de guerre (la grenade GM2L), de LBD et de grenades de désencerclement lancées par les garde mobiles, réputés pour appliquer scrupuleusement les ordres, au niveau de la tête des manifestant·es. Quiconque a vu une grenade offensive exploser sait que l'envoyer au niveau du visage d'une personne ne peut être qualifié autrement que de tentative de meurtre. L'abject Darmanin s'est félicité qu'environ 4000 grenades tous types confondus ont été projetées sur les manifestant·es. Les affrontements ont duré moins de 2h ; soit une grenade envoyée toutes les deux secondes. Les blessé·es graves ne sont pas le fruit du hasard, ni d'une bavure, il s'agissait d'un choix politique de la part de l'État : terroriser, mutiler voire tuer les manifestant·es.

Ce petit goret de Darmanin avait d'ailleurs prévenu qu'il y aurait des « images très dures » pour ce week-end. Cette phrase laisse un goût amer alors même que certain·es d'entre nous sommes au chevet d'un camarade et ami entre la vie et la mort. Derrière les stratégies de communication des politiciens il y a d'abord des drames.

Cette violence s'inscrit dans un double récit. Il s'agit d'abord de mater la contestation sociale et son aile la plus radicale. Celle qui veut un vrai changement et pas juste taxer les riches un peu plus. Celle qui participe aux manifestations sur les retraites et qui subit déjà la répression depuis le mouvement de 2016. Il s'agit de mettre au pas les « casseurs », les « black bloc » qui participent activement au mouvement sur les retraites. À l'heure où le pouvoir n'a aucune légitimité populaire, et aucune dignité, l'État ne tient que par sa police. Il s'agit donc de terroriser.

Mais l'autre récit qui se joue c'est évidemment la répression spécifique des mouvements écologistes. Il s'agit de rappeler que l'État va gérer à sa façon. Et sa façon on la connaît : continuer à arroser de thunes les irriguants de la FNSEA déjà gavés du pognon de la PAC ; construire des méga-bassines mortifères partout en France ; ouvrir des mines de lithium ; et surtout relancer le nucléaire comme si de rien n'était. 9 ans après le meurtre de Rémi Fraisse la logique d'écrasement des luttes écolo s'est encore accentuée, alors même que la crise climatique et la crise de la biodiversité nous poussent au bord du gouffre. S'indigner sur le climat, oui, mais s'attaquer réellement à la destruction de la planète, pas question. La violence policière est symptomatique d'une manière par l'État de gérer la question de la crise environnementale.



Il nous faut réagir et poursuivre nos luttes. La bataille des retraites d'abord qui ouvre une brèche dans le système bourgeois comme jamais. La bataille de l'eau également, intensifier les luttes localement et au niveau national pour ne pas laisser gagner les politiques d'agro-business les plus mortifères. Il nous faut faire la révolution et mettre à bas cette société pour que les souffrances du 25 mars ne soient pas vaines.

Solidarité avec tou·tes les blessé·es, sans distinction entre les « gentils » et les « méchants ».

Pour une révolution sociale et écologiste qui voit ces maudits flics disparaître à jamais !

À bas l'État, la FNSEA, Macron et Darmanin, costard sur le dos mais sang sur les mains.

Groupe Courant Alternatif (journal communiste libertaire) d'Île-de-France

LA SOLIDARITÉ AVEC LES BLESSÉ·ES DOIT DURER ET SE TOURNER VERS L'ACTION

Pour participer aux événements de solidarité avec les blessés, porter ensemble la lutte contre les violences policières et réfléchir à la gestion par l'État de la crise environnementale, restons en contact.

Envoyez un mail à oclidf@riseup.net pour être tenu·e au courant.